

Grèce : à la rencontre des dispensaires sociaux autogérés

Depuis deux ans, le collectif « Solidarité France Grèce pour la Santé » soutient les personnels des dispensaires sociaux et solidaires autogérés depuis 2 ans déjà : collectes d'argent et de médicaments, organisation de conférences et de débats, mais aussi soutien politique à cette forme de résistance aux mesures d'austérité appliquées à la Grèce depuis 2008 et information sur la situation locale.

Une délégation, parmi laquelle des camarades de Solidaires, de SUD Santé Sociaux, s'est rendue sur place du 11 au 16 mai et a apporté 10 000 euros. Elle est allée à la rencontre des équipes des dispensaires sociaux solidaires : Korydallos (Pirée), K.I.F.A. du centre d'Athènes, K.I.F.A. de Néa Ionia, de Patissia, de Peristeri, de Vyronas, de Néa Smyrni, d'Ellinikon et d'Halandri. Elle a aussi rencontré la coordination athénienne des dispensaires et pharmacies sociaux solidaires. Leur engagement militant distingue ces structures des autres structures humanitaires. **Environ 50 dispensaires solidaires sociaux fonctionnent en Grèce grâce à l'action et au travail de volontaires. Leurs témoignages enseignent l'importance de l'action collective pour retrouver la dignité de chacune et de chacun.**



La délégation a aussi observé qu'une majorité de ces dispensaires s'inscrit également dans une multitude d'actions solidaires, qui ne s'arrête pas aux frontières : le soutien aux combattantes et combattants kurdes de Kobané par l'apport de matériel médical en témoigne ainsi que l'aide à l'obtention de papiers pour les personnes immigrées.

La délégation a débattu avec les membres de l'association « Solidarité pour tous » autour des **actions gratuites de solidarité concernant l'accès aux soins, à la nourriture, aux vêtements, au logement, à un tutorat pour l'entrée à l'université et à l'apprentissage de langue pour les étrangers...** Ils accompagnent les familles surendettées, s'opposent aux expulsions et aux mises aux enchères. Par ailleurs elles et ils animent aussi des groupes de réflexion locaux sur comment travailler autrement, améliorer la production agricole et la transformation des produits, utiliser les compétences locales et relancer en autogestion les petites entreprises qui ont fermé avec les outils et machines encore sur site. Depuis un an et demi, ils travaillent avec des organisations syndicales et ouvrières autour de la question de la solidarité comme élément constitutif de leurs actions. En effet ils considèrent que **le mouvement syndical s'est déconsidéré pendant la crise en restant campé sur les seules revendications corporatistes et la défense des acquis sans intégrer la dimension politique de la crise.** La victoire des « gants rouges », (femmes de ménages licenciées en masse des ministères l'an dernier) est un signe encourageant.



La délégation a visité Sotiria, hôpital historique et de référence pour les Balkans, pour les maladies respiratoires et de la tuberculose. **L'hôpital public est au bord de l'effondrement.** Il est sous-financé et manque cruciallement de personnel et de matériel. Tuberculose, augmentation des suicides, la plupart des cancers n'est plus soignés, la malaria et la rage ont réapparues. La surcharge de travail des personnels soignants est énorme et due en partie à la désorganisation des soins primaires. Les effectifs paramédicaux sont en chute libre du fait des départs en retraite non remplacés.



Sur les huit établissements publics de psychiatrie il n'en reste que trois ouverts. La demande de soins a augmenté de 60% en quelques années, la part des hospitalisations sur demande judiciaire est largement majoritaire (60%) les autres personnes sont abandonnées à la rue ou à la charge des familles. Personnels et malades collaborent à la survie de l'hôpital, par exemple en vendant le produit de cultures vivrières locales à l'entrée de l'hôpital. Si les mesures imposées par l'Union européenne sont suivies cet hôpital fermera en juin prochain. Les personnels sont organisés pour résister coûte que coûte.

Le slogan partagé par les militant-es rencontrés peut se traduire par : « nous ne devons rien ! Nous ne vendons pas ! Nous ne payons pas ! ». A la question « que pouvons-nous faire concrètement pour vous aider aujourd'hui », la réponse unanime est de commencer par « virer nos gouvernement qui soutiennent la politique austéritaire de l'Union Economique Européenne ».

Suisse : une convention collective au rabais pour la poste

Le Syndicat Autonome des Postiers dénonce la validation par le syndicalisme « officiel » de la **Convention Collective du Travail (CCT) désormais applicable aux postiers et postières de Suisse. C'est une succession de reculs sociaux :**



- Sur une carrière de 25 ans, un-e salarié-e perd 68 jours de congés.
- Diminution des pauses durant la journée de travail.
- Suppression d'allocations.
- Suppression du déroulement de carrière automatique durant les 12 premières années.
- Flexibilité accrue du temps de travail sur l'année.
- Exclusion de nombre de salarié-es du champ de la CCT.
- Délai de préavis réduit pour les licenciements.
- Fin de la protection des représentant-es du personnel.

www.sap-ch.org

Iran : message de soutien des syndicats français



Depuis plusieurs années, nos organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, soutiennent ensemble vos combats pour la défense de vos droits et de vos libertés. Nous savons dans quelles conditions vous menez cette lutte, la répression très forte qui est exercée par le pouvoir iranien, et les conditions de travail et de vie très difficiles pour le peuple iranien.

Le droit de constituer librement des organisations syndicales et de s'associer dans des organisations représentant les travailleuses et les travailleurs qui soient réellement indépendantes, sont des aspirations légitimes et pleinement reconnues par le droit international. **Nous soutenons votre exigence que l'Etat iranien s'y soumette enfin !**

Nous condamnons les licenciements abusifs, les emprisonnements et pressions judiciaires dont sont victimes celles et ceux qui défendent leurs droits fondamentaux et exigent la liberté syndicale. En particulier, nous menons actuellement des campagnes en soutien à Chahrokh Zamani et Behnam Ebrahim-zadeh ; nous œuvrons pour la libération sans conditions de toutes et tous les syndicalistes emprisonné-es et continuerons à faire connaître tous les cas de répression, afin de contribuer à faire cesser ces situations inacceptables.

A l'occasion du Premier mai, nous vous renouvelons notre soutien sans faille dans l'éprouvant combat que vous menez pour la liberté de toutes et tous, pour la dignité des travailleuses et des travailleurs, pour le respect des Droits de l'Homme.

Le 27 avril, des syndicalistes et activistes du mouvement ouvrier ont été arrêtés arbitrairement et simultanément dans différentes villes en Iran dans le seul but de les empêcher de célébrer le 1^{er} mai [...] Leurs documents et ordinateurs ont été confisqués. [...] depuis l'élection de M.Rouhani et malgré ses promesses de « modération » la répression des activistes des mouvements sociaux et surtout des syndicalistes est devenue plus dure qu'avant. Ces arrestations en apportent une preuve supplémentaire. Nous condamnons fermement ces arrestations et exigeons leur libération immédiate

www.iran-echo.com www.soliranparis.wordpress.com www.iranenlutte.wordpress.com

Russie : liberté immédiate pour Alexander Koltchenko !



Depuis plusieurs années, A. Koltchenko est connu en Crimée pour ses engagements antifascistes, syndicaux, anarchistes, écologistes. Lors de l'intervention militaire russe en Crimée, Alexander Koltchenko a organisé des manifestations pacifiques de protestation contre l'occupation militaire, aux côtés de citoyens et citoyennes tatar-es, ukrainien-nes ou russes. Quelques jours avant une de ces manifestations, la police politique russe (FSB) a enlevé plusieurs des organisateurs de ces résistances populaires ; ce fut le cas d'A. Koltchenko, le 16 mai 2014. **Kidné par la police russe, Alexander est en prison depuis un an. Il risque 15 années de camp de travail pour son activité militante.** Le cinéaste Oleg Sentsov est dans la même situation.

En avril, avec de nombreuses autres organisations, l'Union syndicale Solidaires a organisé des rassemblements devant les ambassades et consulats de Russie et Ukraine, à Paris, Biarritz, Marseille, Lyon et Strasbourg. Le procès se tiendra d'ici fin juin. **C'est pourquoi de nouveaux rassemblements seront organisés le lundi 15 juin.**

Pour la libération immédiate d'Alexander Koltchenko, d'Oleg Sentsov et pour les libertés démocratiques dans tous les pays, nous appelons à amplifier la solidarité internationale afin de dénoncer leur enlèvement et leur détention par les autorités russes, exiger leur libération immédiate, et pour que le gouvernement ukrainien revendique explicitement leur libération.

Corée : grève nationale le 24 avril

L'Union syndicale Solidaires a adressé un message de soutien à la Korean Confederation of Trade Union (KCTU) qui organisait une nouvelle journée de grève le 24 avril.

Le mouvement touchait différentes industries, les services, l'éducation, la santé, les autres secteurs publics et les transports. Le gouvernement de Park Geun-Hye et sa politique s'attaquent durement aux intérêts des travailleurs et des travailleuses : austérité, répression, remise en cause des droits, protection sociale affaiblie, privatisations, etc.

www.kctu.org



Qatar : l'esclavage durera au moins six mois encore

En 2013, Amnesty International avait dénoncé les atteintes aux droits humains et l'exploitation qui s'apparentent souvent à du travail forcé, que subissent, notamment, les ouvriers migrants qui construisent le Qatar. Plusieurs dispositions du système qatarien étaient sévèrement mis en cause, tels que l'obligation d'avoir un permis de sortie pour quitter le territoire, la difficulté de changer d'employeur à cause du système de « parrainage » (kafala), le manque de protection des employé-es de maison ou encore la restriction de la liberté de former ou de rejoindre un syndicat. Le 14 mai 2014, le gouvernement qatarien promettait des améliorations. Un an après, ce n'est pas le cas.



Avec l'accord de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), **le Qatar vient d'obtenir un délai supplémentaire de six mois pour procéder à la réforme de son système de visa par parrainage, un système qui s'apparente à de l'esclavage moderne pour les travailleurs migrants.** Comme le rappelle la commission Syndicats d'Amnesty International, cette situation représente un danger permanent : le taux de mortalité combiné des travailleurs migrants d'Inde et du Népal s'élève, à lui seul, à un mort par jour. Le pays le plus riche du monde pourrait opter pour un changement, mais au lieu de cela, il a choisi de déployer son arsenal économique pour consolider son système corrompu durant encore (au moins) six mois. Quant à la FIFA, elle continue de fermer les yeux sur les conditions dans lesquelles travaillent ceux qui construisent les stades de la future Coupe du monde de football... www.amnesty.org/fr

Palestine : la Fédération Générale des Syndicats Indépendants

La Campagne BDS France, à laquelle l'Union syndicale Solidaires participe, a publié une brochure consacrée à la situation syndicale en Palestine. Elles sont à la disposition des différents syndicats. Dans cette brochure (à commander à contact@solidaires.org), on trouve une interview de Mahmoud Ziadeh, du DWRC. Mahmoud Ziadeh fait maintenant partie de la Fédération générale des syndicats indépendants de Palestine (GFIU) comme Wajih el Sheikh ; ce dernier, de passage en France pour le jumelage de Montataire avec le camp de réfugiés de Dheisheh, a rendu visite à Solidaires.

Il nous a d'abord exposé la situation syndicale en Cisjordanie (le cas de Gaza étant un peu particulier): peu de syndiqués, un syndicat officiel hégémonique et totalement soumis à l'Autorité Palestinienne (AP), quasiment aucun droit du travail ni d'assurance sociale, un salaire minimum dérisoire (250 dollars par mois) et pas respecté... **Il nous a ensuite présenté la GFIU, créée en 2007 malgré les pressions de l'AP, et aujourd'hui présente dans de nombreux secteurs en Palestine** (les services postaux, l'université, la santé, le travail social, les services financiers, l'électricité, l'eau, l'agriculture...), pour un total de 19 syndicats et 20.000 membres. Il a enfin exprimé la volonté de la Fédération de rejoindre le Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte, ainsi que d'accueillir une nouvelle délégation syndicale en Palestine, dès que possible.

Israël/Palestine
Orange dans le Territoire palestinien occupé: l'entreprise doit reconnaître sa responsabilité, l'Etat actionnaire doit exiger la fin du soutien aux colonies israéliennes

A l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'Orange, le 27 mai 2015, des organisations de la société civile (ONG et syndicats) demandent à l'entreprise et à l'Etat français, actionnaire du groupe, d'intervenir pour faire cesser les atteintes aux droits humains auxquelles ils contribueraient.

A l'occasion de l'assemblée générale annuelle d'Orange, le 27 mai, des associations et syndicats ont de nouveau exigé de l'entreprise et de l'Etat français, actionnaire du groupe, d'intervenir pour faire cesser les atteintes aux droits humains commis par l'entreprise israélienne de télécommunications Partner et de rompre la relation d'affaires entretenue avec elle. Cette entreprise est en effet active dans les colonies israéliennes situées dans le Territoire palestinien occupé, considérées illégales par la communauté internationale.

Turquie : victoire des ouvriers de *Renault* Bursa

L'Union syndicale Solidaires et ses syndicats SUD *Renault* saluent la victoire remportée par les ouvriers de *Renault* à Bursa (Turquie) au terme de deux semaines d'une grève qui avait gagné toute la zone industrielle. Malgré les pressions intenses et l'intox de la direction de *Renault*, qui menaçait de « revoir ses investissements en Turquie », nos camarades et collègues n'ont rien lâché et ont obtenu un accord qui satisfait une grande partie de leurs revendications :

- Dans le mois qui vient : examen des primes d'ancienneté et de la revalorisation du taux horaire. Les plus bas salaires recevront des primes plus élevées, pour une harmonisation des rémunérations.
- Versement à tous les travailleurs d'une avance de 1 000 livres turques (340 euros) dans un délai d'une semaine.
- Versement d'une prime de 480 livres (165 euros) en attendant la revalorisation du taux horaire prévue dans le mois.
- Versement d'une prime de performance annuelle, d'un montant minimal de 600 livres (200 euros).
- Les porte-paroles élus durant la grève sont reconnus comme interlocuteurs par la direction.
- Aucun licenciement.
- Abandon des plaintes et de toutes les poursuites contre les grévistes.
- *Renault* n'engagera aucune requête contre les travailleurs pour les dommages subis du fait de la grève.

Des accords de même type ont été signés les jours précédents dans d'autres usines (*Fiat*, *Hyundai*) et chez les équipementiers, mais des luttes avec les mêmes revendications continuent sur d'autres sites, notamment *Ford* et *Türk Traktör*.

Maroc : soutien aux grévistes des conserveries *Doha* à Agadir



Depuis le 16 mars, 700 salarié-es, en majorités des femmes, sont en grève. Le patron, un des archi-millionnaires de la région, a licencié la totalité de la section syndicale, affiliée à la Confédération Démocratique du Travail. L'usine tourne actuellement avec des ouvriers nouveaux qui remplacent les grévistes, en infraction avec le code du travail qui interdit cette pratique. Les autorités n'interviennent que pour réprimer les travailleurs et les travailleuses ; l'inspection du travail soutient le patronat.

Celui-ci veut revenir sur des acquis conquis par les salarié-es en 2011, grâce à 19 jours de grève. L'Union syndicale Solidaires a apporté son soutien aux grévistes, dans le cadre d'une campagne internationale de solidarité.

Tunisie : des grèves dans de nombreux secteurs

En Tunisie, la situation sociale est marquée par de nombreuses luttes sociales. Des grèves ont notamment lieu dans pratiquement toutes les branches du secteur public, comme la santé, l'enseignement primaire, les chemins de fer, etc. Sous différentes formes, les revendications touchant au pouvoir d'achat sont au centre de la plupart de ces actions, mais d'autres thèmes sont présents (défense du service public, emploi, reconnaissance des diplômes, conditions de travail, etc.). Des demandeurs d'emplois paralysent par ailleurs le bassin minier et l'industrie chimique liée au phosphate. Les militants et militantes de l'UGTT jouent un rôle important dans toutes ces luttes, parfois en opposition à l'appareil central.

Bosnie : *DITA* à Tuzla, usine occupée depuis le 6 juin 2013

DITA était une des plus grandes entreprises de Tuzla (744 ouvriers plus 500 environ qui travaillaient grâce à des contrats avec *DITA*). En 2005, la holding *LAURA* de Sarajevo a acheté 86% de cet énorme moyen de production ; énorme y compris pour sa superficie, ... opportunité pour la ville de construire un supermarché ou un nouveau centre commercial. Depuis le début, *LAURA* refuse d'investir dans l'entreprise. La gestion a été si mauvaise que *DITA* ne fait actuellement plus de bénéfices, alors que les détergents représentent toujours une source rentable dans cette région de Bosnie. Malgré les nouveaux prêts accordés par *LAURA*, cela fait 42 mois que les ouvriers ne reçoivent plus aucun salaire.

En 2011 les ouvriers ont pris l'initiative de remplacer le responsable du syndicat. Le précédent était de toute évidence corrompu et le représentant nouvellement élu a décidé de faire alliance avec tous ceux qui refusaient une situation déjà en train de se détériorer. Le comité de grève est toujours en activité. Soixante ouvriers demeurent sur place, mais l'usine est occupée jour et nuit. Après de difficiles moments où la police avait déclaré leur action illégale, le droit de grève a enfin été reconnu par la justice. **A l'heure actuelle, les ouvriers de *DITA* sont à la recherche d'une aide internationale pour continuer leur combat.** Ils espèrent le rachat de *DITA* par de nouveaux investisseurs, ainsi que la reprise de la production de détergents et de cosmétiques. **Ils sont officiellement licenciés depuis le 17 mai 2015** et depuis cette date, vivent de la seule aide de leur famille. Les ouvriers ont donné 8, 10 parfois 30 années à *DITA*. C'est une partie de leur vie ! Le comité de grève de *DITA* est animé par un esprit combatif mais il a besoin d'une aide extérieure. Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes appuie les travailleurs de *DITA*, et appellent les organisations membres à apporter un soutien financier.